

# Mali : la France, ses alliés européens dans Takuba et le Canada annoncent un «retrait coordonné»

Par Le Figaro avec AFP  
Publié il y a 5 heures,  
Mis à jour il y a 8 minutes



Un soldat français de l'opération Barkhane, en juillet 2019. BENOIT TESSIER / REUTERS

## Européens et Canadiens annoncent dans une déclaration conjointe conserver une «volonté de rester engagés dans la région» sahélienne.

Poussés dehors par les «*obstructions*» de la junte au pouvoir à Bamako, la France et ses partenaires européens ont officialisé jeudi 17 février leur retrait militaire du Mali au terme de neuf ans de lutte anti-djihadiste menée par Paris.

*«En raison des multiples obstructions des autorités de transition maliennes, le Canada et les états Européens opérant aux côtés de l'opération (française) Barkhane et au sein de la Task Force Takuba estiment que les conditions ne sont plus réunies pour poursuivre efficacement leur engagement militaire actuel dans la lutte contre le terrorisme au Mali et ont donc décidé d'entamer le retrait coordonné du territoire malien de leurs moyens militaires respectifs dédiés à ces opérations»,* soulignent-ils dans une déclaration conjointe.

**À VOIR AUSSI** - Emmanuel Macron annonce le retrait des forces militaires françaises au Mali

Paris et ses partenaires souhaitent toutefois «*rester engagés dans la région*» sahélienne et «*étendre leur soutien aux pays voisins du Golfe de Guinée et d'Afrique de l'Ouest*» pour contenir la menace jihadiste. Les «*paramètres*» de cette réorganisation seront arrêtés «*d'ici juin 2022*». Emmanuel Macron devait tenir à

l'Élysée une conférence de presse à 08h00 GMT, notamment aux côtés du président du conseil européen Charles Michel, pour annoncer les décisions actées mercredi soir lors d'un sommet réunissant plusieurs dirigeants européens et africains.

## **Environ 4300 Français déployés au Sahel**

La France est militairement présente depuis 2013 au Mali, proie des groupes djihadistes qui sévissent aussi dans d'autres États sahéliens. Paris est intervenu pour enrayer la progression des groupes islamistes radicaux menaçant Bamako et a ensuite mis sur pied une vaste opération régionale, Barkhane, déployant des milliers de soldats pour lutter contre les franchises locales d'al-Qaida et du groupe État islamique. Mais malgré des victoires tactiques, le terrain n'a jamais été véritablement repris par l'État malien et ses forces armées.

Facteur aggravant, le gouvernement malien a été renversé lors d'un double coup d'État en 2020 et en 2021, aboutissant à l'arrivée au pouvoir d'une junte qui refuse d'organiser des élections avant plusieurs années et qui surfe sur un sentiment antifrançais croissant dans la région. Mises au ban par les États ouest-africains, les autorités maliennes fustigent la présence militaire occidentale sur leur sol et font désormais appel, selon les Européens, aux mercenaires russes de la société Wagner. Quelque 25.000 hommes sont actuellement déployés au Sahel, dont environ 4300 Français (2400 au Mali dans le cadre de Barkhane), selon l'Élysée. Le pays accueille aussi 15.000 soldats de l'ONU au sein de la Minusma, dont l'avenir est désormais en suspens puisqu'elle comptait sur un large soutien de Barkhane.

Le président français Emmanuel Macron *«récuse complètement»* l'idée d'un échec français au Mali. *«Que se serait-il passé en 2013 si la France n'avait pas fait le choix d'intervenir? Vous auriez à coup sûr un effondrement de l'État malien»*, a-t-il fait valoir, en ajoutant qu'*«ensuite nos militaires ont obtenu de nombreux succès»*, dont l'élimination de l'émir d'al-Qaida au Maghreb Islamique (Aqmi) en juin 2020.

**À VOIR AUSSI** - Emmanuel Macron annonce la fermeture de trois bases militaires au Mali

## **«Vide» sécuritaire**

Le Mali était au cœur du dispositif antiterroriste français et européen au Sahel. Emmanuel Macron avait déjà décidé d'amorcer à l'été 2021 une réduction des effectifs français au profit d'un dispositif régional moins visible, mais ce départ contraint du pays va forcer Paris à accélérer cette réorganisation dans d'autres pays de la région menacés par la contagion jihadiste, notamment dans le golfe de Guinée.

*«Nous considérons que la lutte contre le terrorisme est quelque chose d'essentiel pour le Mali, pour le Burkina, pour le Niger et pour les pays côtiers»*, a assuré le président ivoirien Alassane Ouattara mercredi sur RFI et France 24. *«Le départ de Barkhane et de Takuba (groupement de forces spéciales européennes, NDLR) crée un vide. Nous serons obligés d'acheter des armes, d'avoir une plus grande professionnalisation mais c'est notre devoir aussi. Les armées nationales doivent régler les problèmes sur nos territoires nationaux et c'est cela notre philosophie»*, a-t-il estimé. *«Nous avons besoin de réinventer notre partenariat militaire avec ces pays»*, a souligné mardi la présidence française. *«Il ne s'agit pas de déplacer ce qui se fait au Mali ailleurs, mais de renforcer ce qu'on fait au Niger et de soutenir davantage le flanc sud»*, a-t-elle ajouté.

## **53 soldats français tués au Sahel depuis 2013**

Le Sahel et le Golfe de Guinée sont des «*priorités de la stratégie d'expansion*» des organisations djihadistes al-Qaida et État islamique (EI, ou Daech), a estimé jeudi le président Emmanuel Macron lors d'une conférence de presse annonçant le retrait militaire des Français et Européens du Mali. «*al-Qaida et Daech ont choisi de faire de l'Afrique, du Sahel en particulier, et maintenant de manière croissante le Golfe de Guinée, une priorité de leur stratégie d'expansion*», a-t-il déclaré.

Selon une source proche de l'Élysée, la France a promis de coordonner son retrait avec la mission de l'ONU au Mali et la Mission de formation de l'Union européenne au Mali (EUTM), qui continueront de bénéficier d'un soutien aérien et médical français sur place, avant le transfert ultérieur de ces moyens. Hors du Mali, Paris compte poursuivre la lutte anti-djihadiste dans la région, où les mouvements affiliés à al-Qaida ou au groupe État islamique ont conservé un fort pouvoir de nuisance malgré l'élimination de nombreux chefs. Outre un possible renforcement de sa présence au Niger voisin, qui héberge déjà une base aérienne française et 800 militaires, Paris ambitionne de proposer ses services à d'autres pays d'Afrique de l'Ouest (Côte d'Ivoire, Sénégal, Bénin...) pour les aider à contrer la propagation du djihadisme vers le golfe de Guinée. Depuis 2013, 53 soldats français ont été tués au Sahel, dont 48 au Mali.

Des militaires européens participant au groupement de forces spéciales Takuba «*seront repositionnés aux côtés des forces armées nigériennes dans la région frontalière du Mali*», a annoncé jeudi le président Emmanuel Macron après l'annonce du retrait du Mali de la force française Barkhane et de Takuba. «*Ce retrait se traduira par la fermeture des emprises de Gossi de Ménaka et de Gao, il sera effectué de manière ordonnée, avec les forces armées maliennes et avec la Mission des Nations unies au Mali*» et «*durant cette période, nous maintiendrons nos missions de soutien au profit de la Minusma*», a précisé le chef de l'État lors d'une conférence de presse.